



Le 24 juillet 2023

De : Anne-Laure Guillouais (responsable finances).

À : M. Jean-Yves Valembois (DGS)

Objet : Note relative à la proposition de modifier les délégations du conseil municipal au maire

Le 12 juin 2020, par la délibération n°037/2020, le conseil municipal a accordé au maire un certain nombre de délégations.

La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale propose d'ajouter les deux délégations suivantes :

1. Admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé par délibération du conseil municipal, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation.

Le décret en question vient d'être publié et fixe à 100 € le montant maximum par titre de recettes pouvant être admis en non-valeur. Proposer d'ajouter cette délégation permettrait de traiter comptablement plus rapidement lesdites admissions en non-valeur sachant que lors d'un jugement de surendettement ou lors d'une liquidation judiciaire, l'admission en non-valeur est obligatoire même si une délibération (ou décision) est nécessaire.

2. Autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du présent code.

Ajouter cette délégation permettrait d'avoir plus de souplesse dans la gestion de ces mandats spéciaux. Par exemple, au vu des rétroplannings des conseils municipaux, il est nécessaire de passer les délibérations relatives au congrès des maires de France et pour le voyage à Spangenberg dès le mois de septembre alors qu'avec cette délégation, les élus auraient un peu plus de temps pour préparer qui s'y rend. Cette délégation aurait aussi évité d'ajouter au dernier moment la délibération relative au déplacement de monsieur le maire à Bruxelles.

Si cette proposition est validée, c'est une question qui peut être ajoutée au conseil municipal du 26 septembre prochain.

La responsable du service finances,
Anne-Laure GUILLOUAIS